



LES NOTES DE LA FEP

N°16 - Février 2020

#POST-URBAIN

#MÉTROPOLISATION

#IMAGINAIRES

#MODES D'ACTION

MATHILDE GIRAULT

Géographe, spécialiste en études urbaines, actuellement en post-doctorat à l'Université de Lyon, Mathilde Girault s'intéresse aux expertises et savoirs pratiques dans les mutations de l'urbain. Elle est l'auteure d'une thèse intitulée *Professionalités de l'urbain en contexte de crises écologiques. Politiser l'urbanisme et ses métiers par la reconnaissance de leur constellation mythologique* (UMR Triangle, Université Lyon 2, 2019).

DÉCONSTRUIRE LES IMAGINAIRES URBAINS

SÉRIE - SOCIÉTÉS ÉCOLOGIQUES DU POST-URBAIN

coordonnée par Guillaume Faburel

VOLET n°4

par Mathilde GIRAULT

LES FREINS À LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE : NOS IMAGINAIRES

Alors que, proportionnellement à leurs populations, les villes concentrent consommation d'énergie, production de déchets ou émission de gaz à effet de serre (cf. Faburel, 2019, pour la FEP, note n°13), l'urbain est toujours promu comme la seule solution pour répondre aux enjeux écologiques, notamment sous la forme récente de la « ville intelligente » (cf. Jarrige, 2020, pour la FEP, note n° 14). Économies d'échelle, efficacité dans la gestion des ressources ou encore transformation écologique des modes de vie, **les villes nourrissent tous les espoirs d'une transition des environnements et des modes de vie.**

Pourtant, les annonces faites depuis les années 2000 d'un changement paradigmatique de l'urbanisme en réponse aux enjeux environnementaux (sous les traits momentanés d'un développement urbain durable) semblent de peu d'effets pour une mutation des expertises territoriales. Les environnements urbains ne cessent de se dégrader, tandis que des disparités spatiales se dessinent entre les pratiques environnementales des habitants en milieu urbain ou rural¹. Dès lors, **le rôle prétendument salvateur des villes** dans les scénarii et les politiques interpelle. Il semblerait y avoir quelques **blocages à penser d'autres perspectives écologiques** pour l'action territoriale que celles pensées pour le seul urbain². Parmi ces résistances, nos imaginaires associés à la (grande) ville semblent jouer un rôle fort.

Ces imaginaires posent l'urbain comme structurant (1) de **notre compréhension des enjeux**, (2) de **nos représentations de l'avenir** et (3) de **nos modes d'action**. Questionner ce méta-récit de l'urbain nous permet alors de libérer les débats et actions politiques pour la prise en compte du vivant et de la biodiversité, la renaturation des territoires et le besoin social de liens renouvelés à la terre. Cela ne signifie pas pour autant que toutes les solutions proposées en dehors du méta-récit de l'urbain seraient nécessairement écologiques, mais il n'est plus à ce jour tenable de réaliser une transition écologique tant que l'urbain constitue notre seul opérateur réflexif du monde.



Pour aller plus loin

Publications récentes des auteur-es de la série « sociétés écologiques du post-urbain »

- Guillaume Faburel, *Les métropoles barbares. Démon-dialiser la ville, désurbaniser la terre*, Le passager clandestin, collection Essais, 2018 (réédition augmentée 2019, collection Poche)
- Mathilde Girault, *Professionnalités de l'urbain et crises écologiques*, Thèse de Doctorat en Géographie et Aménagement, Université Lyon 2, 2019
- François Jarrige, *Technocritiques. Du refus des machines à la contestation des technosciences*, Paris, La Découverte, 2016
- Cyrille Weiner, Christophe Laurens, Jade Lindgaard, Patrick Bouchain, *Notre-Dame-des-Landes ou Le métier de vivre*, Paris, Loco, 2018
- Thierry Paquot, *Désastres urbains. Les villes meurent aussi*, Paris, La Découverte, 2015 (réédition augmentée 2019, collection Poche)
- Hélène Reigner, Thierry Brenac, Frédérique Hernandez, *Nouvelles idéologies urbaines, Dictionnaire critique de la ville mobile, verte et sûre*, Presses Universitaires de Rennes, 2013
- Chris Younès, Roberto D'Arienzo (ed.), *Synergies urbaines : pour un métabolisme collectif des villes*, MétisPresses, 2018

L'URBAIN GÉNÉRALISÉ COMME CROISSANCISME

Le premier imaginaire composant le méta-récit de l'urbain est celui d'un « urbain généralisé », c'est-à-dire d'une urbanisation qui aurait investi l'entièreté des territoires et serait désormais totalement structurante de leurs organisations. Porté par un certain nombre de chercheurs³, cet imaginaire a largement nourri **notre compréhension de la situation planétaire** : l'urbain serait devenu le prisme interprétatif des situations territoriales dans le monde.

Si des espaces agricoles, forestiers et naturels existent, ils dépendraient de manières d'habiter répondant toujours d'une logique urbaine. Par les modes de vie qui le caractériseraient, l'urbain s'est étendu à des espaces géographiquement situés en dehors des villes et surtout des espaces socialement qualifiés différemment des villes. Il n'y aurait plus de territoires ruraux, mais des espaces dont les fonctionnements dépendraient de leurs degrés de proximité spatiale et économique avec des centralités urbaines. L'imaginaire de l'urbain généralisé dessine donc des **représentations territoriales homogènes**.

Cet imaginaire charrie la théorie d'une croissance infinie qui se réaliserait de manière horizontale (avec une urbanisation planétaire, une extension spatiale et symbolique des métropoles sur leurs périphéries) et verticale (avec la création architecturale de tours toujours plus hautes et la production de paysages de la verticalité dits sky lines). Cet imaginaire croissanciste se traduit particulièrement par la **multiplication d'outils et de variables d'évaluation métrique** pour décrire et vanter la concentration et la croissance urbaines : le coefficient d'emprise au sol, la typologisation de la densité (bâti, résidentielle, d'activités...), le plafond légal de densité, etc.

L'URBANITÉ COMME DÉVELOPPEMENTALISME

Le deuxième imaginaire s'inscrit dans une logique explicative du premier. S'il y a eu une transformation urbaine de nos sociétés, c'est parce que l'urbain s'est imposé comme **représentation idéale des manières de vivre à l'échelle planétaire**. Supplantant d'autres formes de liens sociaux, l'urbanité a été pensée comme la seule forme de sociabilité désirable et donc acceptable, notamment dans les objectifs des politiques publiques.

L'urbanité renverrait aux capacités **d'accueil** et **d'hospitalité** d'un lieu, à la **rencontre** et la **diversité** dans les relations inter-individuelles, à la **justice** et la **solidarité** dans l'organisation sociale, qui seraient rendues possibles **par la densité**. Au nom de l'urbanité, la ville se pense comme conditions spatiales (par la concentration) d'un projet social, se traduisant par un certain nombre de principes de coexistence, comme la mixité sociale dont l'aménagement cherche sans cesse la réalisation. De **principe aménagiste**, l'urbanité est devenue aussi un **prisme d'analyse scientifique**. Certains parlent de « gradients d'urbanité »⁴ pour qualifier les différents états d'avancement des territoires, qui relèveraient pour l'essentiel de la proximité spatiale avec des centres métropolitains.



1. Les ménages vivant en zone rurale (19 %) apporteraient davantage d'attention à la provenance des produits et la quantité de déchets induits par leurs alimentations que les ménages métropolitains (13 %), d'après une enquête réalisée en 2016 par IFP-SOS pour le CGDD/SDES, auprès d'un échantillon représentatif de 4 258 Français âgés de plus de 18 ans : <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/enquete-sur-les-pratiques-environnementales-des-menages-epem-2016>

2. Parmi ces résistances, les schèmes mythologiques de l'urbanisme ont été traités dans la thèse de l'auteur : Mathilde Girault, *Professionalités de l'urbain et crises écologiques. Politiser l'urbanisme et ses métiers par la reconnaissance de leur constellation mythologique*, Thèse de doctorat en Aménagement et Urbanisme, Université Lyon 2, 2019.

3. Comme Françoise Choay, « Le règne de l'urbain et la mort de la ville », dans *La Ville, art et architecture en Europe, 1870-1993*, Paris, Centre Georges Pompidou, 1994 ; François Ascher, *Métapolis, ou l'avenir des villes*, Paris, Odile Jacob, 1995 ou Michel Lussault, *L'homme spatial. La construction sociale de l'espace humain*, Paris, Seuil, 2007.

4. Jacques Lévy, *Le tournant géographique. Penser l'espace pour lire le monde*, Paris, Belin, 1999.

5. Fabien Desage et Jérôme Godard, « Désenchantement idéologique et réenchantement mythique des politiques locales », *Revue française de science politique*, vol. 4, n° 55, pp. 633 - 661, 2005.

6. Vincent Bourdeau et Arnaud Macé, *La Nature du socialisme. Pensée sociale et conceptions de la nature au XIXe siècle*, Besançon, Presses Universitaires Franche-Comtoises, 2017.

Or, par l'universalité de son projet social et la processualité de sa réalisation, l'urbanité inscrit les phénomènes urbains dans une logique de développement. L'urbanité serait le pendant social du développement urbain qui pose **la production et la gestion urbaines comme une finalité en soi** pour les sociétés humaines. Cet ancrage de l'urbain dans la théorie développementiste s'est notamment traduite par un rôle de plus en plus fort attribué aux villes dans la construction du sens collectif. Depuis près d'une vingtaine d'années, nous pouvons observer un discours sur le « **réenchantement** » **social par la ville**, qui viendrait combler le « désenchantement » des politiques modernes - notamment dans leurs capacités de réalisation d'un devenir meilleur, collectif et unique.

Mais tous les territoires ne sont pas mis à contribution de la même manière dans ce réenchantement. La capacité des territoires à réenchanter le politique semble dépendre de leurs **états d'avancement dans le développement urbain** ; le réenchantement requerrait une taille démographique minimale, un minimum de services, de commerces, de transports, etc. L'imaginaire de l'urbanité semble donc avoir annihilé les conditions de construction d'une vision en dehors des manières d'être et des liens sociaux de l'intérieur des grandes villes, restreignant alors le politique à une perspective développementale de la densité et gestionnaire des services.

L'URBAIN COMME ENVIRONNEMENTALISME

Si l'urbanité s'est imposée comme deuxième imaginaire, c'est au prix d'une **uniformisation spatiale** - par l'urbain - de nos lieux d'existences souhaités. Dès lors, le projet social de l'urbanité suppose une visée de reconstruction de nos environnements, dans lesquels les conditions de vie devraient être maîtrisées, sans aléa ni incertitude.

Il en résulte **une politique essentiellement gestionnaire de l'environnement urbain**, historiquement héritée de la pensée hygiéniste et des plans d'action des Ingénieurs des Ponts et Chaussées pour la prévention des risques. Elle se traduit par un certain nombre d'instruments réglementaires et incitatifs, ainsi que d'outils de spatialisation : agendas 21 locaux, label « Eco-quartier », certificats de construction écologique, zonage des risques (ex : PPRI) et des espaces dits naturels (ex : PNR), traduction en flux des habitats naturels (ex : TVB), chartes de bonnes pratiques (ex : charte de l'arbre)...

Cette perspective se retrouve dans les réponses données aux défis écologiques qui reposent surtout sur **la recherche de solutions technologiques**. Il peut aussi bien s'agir d'innovation dans les revêtements pour atténuer la réverbération solaire, de nouvelles formes de productions agricoles hors sol adaptées aux contraintes urbaines, voire une géo-ingénierie qui vise directement à transformer la composition chimique de l'atmosphère... Commercialisées, ces innovations technologiques signent l'urbain comme réponse aux problèmes qu'il a lui-même engendré.

Cette quête de maîtrise environnementale ne s'inscrit pas seulement dans un registre de la prévisibilité (maîtrise des effets

de l'action), de l'anticipation (des phénomènes sociaux et naturels) ou de la sûreté (prévention des risques). Elle reflète surtout un rapport à la nature, pensée comme une **externalité des sociétés humaines**, c'est-à-dire une réalité extérieure à l'évolution humaine : c'est l'opposition « nature / culture ». L'environnement urbain (par la maîtrise qui le caractériserait) assurerait les **conditions d'émancipation par rapport à un milieu naturel pensé comme limitant pour la perfectibilité humaine**. La maîtrise environnementale serait une des conditions de réalisation d'un Progrès social, ce qui explique que cet imaginaire ait été véhiculé par un certain nombre de théories socialistes depuis le XIXe siècle .

En somme, si les expertises territoriales et leurs traductions politiques ont bien opéré une ouverture vers les enjeux écologiques, elles n'ont pas pour autant modifié **leurs référentiels de penser** qui préfigurent les décisions pour l'action. L'urbain est de manière tautologique à la **fois facteur explicatif et finalité des prises de décision** concernant les enjeux écologiques.

Cette prégnance du méta-récit de l'urbain, croissantiste, développementiste et environnementaliste, explique l'incapacité à penser ou voir d'autres rapports à la nature pour la transition écologique. Ainsi, lorsque d'autres cadres spatiaux de l'expérience ou de la sensibilité écologiques se dessinent, ils sont souvent associés à des **cultures écologiques singulières** qui s'expliqueraient par un **effet de contraintes**, comme l'« écologisme des pauvres » que l'on transpose aux banlieues françaises ou aux territoires de la ruralité « profonde ». Le post-urbain doit maintenant construire son propre récit pour assurer une transformation écologique de nos sociétés.

DÉJÀ PARUS DANS LA SÉRIE « SOCIÉTÉS ÉCOLOGIQUES DU POST-URBAIN »

- Guillaume Faburel, « De la métropolisation... au post-urbain », *Les Notes de la FEP*, décembre 2019.
- François Jarrige, « L'impasse des *smart cities* », *Les Notes de la FEP*, janvier 2020.
- Hélène Reigner, « Mobilités urbaines durables : faux-semblants et alternatives », *Les Notes de la FEP*, février 2020.

LA FONDATION DE L'ÉCOLOGIE POLITIQUE - FEP

31/33 rue de la Colonie 75013 Paris

Tél. +33 (0)1 45 80 26 07 - contact@fondationecolo.org

La FEP est reconnue d'utilité publique. Elle a pour but de favoriser le rassemblement des idées autour du projet de transformation écologique de la société, de contribuer à l'élaboration du corpus théorique et pratique correspondant à ce nouveau modèle de société et aux valeurs de l'écologie politique.

Les travaux publiés par la Fondation de l'Écologie Politique présentent les opinions de leurs auteur-es et ne reflètent pas nécessairement la position de la Fondation en tant qu'institution.

www.fondationecolo.org

ISBN 979-1-09-508217-0



9 791095 082170

1€



Cette note est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons 3.0, « Attribution – Pas d'utilisation commerciale – Pas de modifications ».

<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/fr>